La traduction dans l'industrie pharmaceutique : l'exemple de Sanofi

Entretien avec Françoise Parisot. Propos recueillis par Marie-Céline Georg

Marie-Céline Georg et Françoise Parisot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/traduire/911>

DOI : 10.4000/traduire.911

ISSN : 2272-9992

Éditeur

Société française des traducteurs

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2017

Pagination : 20-29

ISSN : 0395-773X

Référence électronique

Marie-Céline Georg et Françoise Parisot, « La traduction dans l'industrie pharmaceutique : l'exemple de Sanofi », *Traduire* [En ligne], 236 | 2017, mis en ligne le 01 juin 2019, consulté le 28 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/traduire/911> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/traduire.911>

La traduction dans l'industrie pharmaceutique : l'exemple de Sanofi

Entretien avec Françoise Parisot

Propos recueillis par Marie-Céline Georg

Vous êtes Responsable du Service de Traduction Réglementaire de Sanofi ; pouvez-vous nous présenter votre entreprise en quelques mots ?

Sanofi est un groupe pharmaceutique français d'envergure internationale, qui emploie actuellement plus de 110 000 personnes dans le monde. Issu de fusions et acquisitions successives, ce laboratoire intervient à chaque étape de la chaîne du médicament : recherche et développement (R & D), production, commercialisation et distribution. Il comporte cinq grands secteurs d'activité : Pharmacie avec Sanofi Pharma (1^{re} entreprise pharmaceutique française, 1^{er} laboratoire pharmaceutique en Europe et n° 4 mondial en 2016), Vaccins avec Sanofi Pasteur (leader mondial), Génériques (Sanofi Génériques et Zentiva), Santé Grand Public (2^e acteur mondial) et Biologiques/Biotechnologies avec Sanofi Genzyme. Les axes de développement stratégiques de Sanofi sont notamment les maladies cardiovasculaires et les pathologies neurodégénératives, l'oncologie, les vaccins et les maladies infectieuses, le diabète, l'immunologie, la sclérose en plaques et les maladies rares.

De votre point de vue, quelle est la situation de la traduction dans le secteur pharmaceutique ?

À la fin d'une période de prospérité, l'industrie pharmaceutique a connu à partir des années 1990 un large mouvement de concentration, accompagné d'une externalisation des activités considérées comme annexes sous la pression de la logique comptable.

Par exemple, les nombreux laboratoires pharmaceutiques non anglo-saxons — je pense principalement aux entreprises historiques de Suisse, d'Allemagne et de France — avaient besoin de traductions vers l'anglais à des fins stratégiques, qui étaient assurées en interne, majoritairement au sein des divisions Recherche & Développement, mais pas seulement. Les fusions et les difficultés économiques ont entraîné une fermeture massive des services de traduction, mais une décrue du volume de traductions s'était déjà amorcée, en lien avec l'évolution des

besoins. Ainsi, les traductions de rapports d'études scientifiques et cliniques à l'intention des autorités sanitaires (pour les dossiers de demande d'autorisation de mise sur le marché des médicaments, par exemple) ont considérablement diminué du fait de la standardisation des documents en anglais reposant sur le recours massif à des modèles. La diminution du volume est l'une des justifications majeures, d'un point de vue financier, de la réduction de la masse salariale dans ce secteur.

Aujourd'hui, il existe encore des traducteurs salariés, mais les traductions sont désormais en majorité réalisées par le recours à la sous-traitance dont la gestion lourde est assurée par les ressources internes. Le marché est aux mains d'énormes agences de traduction qui ont littéralement investi l'industrie pharmaceutique et, dans la plupart des cas, assurent de l'extérieur l'intégralité des besoins des laboratoires moyennant des contrats de prestations négociés avec les services Achats de ces derniers. Ces agences emploient beaucoup d'indépendants, très peu de salariés (souvent en tant que gestionnaires de projets, même s'ils ont des compétences en traduction qui, de fait, ne sont pas réellement exploitées), et assurent seulement une révision en interne avant livraison. Les connaissances scientifiques et médicales sont bien souvent insuffisantes et, globalement, la qualité laisse beaucoup à désirer.

Sanofi est peut-être l'un des derniers laboratoires pharmaceutiques à posséder encore un service de traducteurs salariés en France — précisons que le cloisonnement du secteur ne favorise pas la connaissance de l'organisation des autres entreprises. Il s'agit d'un domaine dans lequel il n'y a pratiquement pas de contact entre les traducteurs salariés, pas d'échange d'expérience ni de bonnes pratiques, contrairement à ce que l'on observe plus couramment avec les traducteurs indépendants.

Comment votre service de traduction est-il organisé ?

Mon service est intégré au sein de la division Recherche et Développement, dans une vaste entité appelée « Affaires Réglementaires » (AR). Cette fonction, qui existe dans tous les laboratoires pharmaceutiques du monde, assure l'interface permanente avec les autorités de santé de chacun des pays où les produits sont commercialisés. C'est l'interlocuteur privilégié des autorités de santé, qui permet au laboratoire de présenter ses produits, ses avancées thérapeutiques, etc. Cette entité opère selon une structure hiérarchique verticale : au niveau central, un peu moins de la moitié des 1 800 personnes de cette grande sous-division oriente la production et la préparation des dossiers, le suivi des échéances, etc., avant la diffusion de ces dossiers à l'échelle locale via six grandes régions (Europe, Asie, Amérique latine, Amérique du Nord, Japon/Pacifique et Afrique/Moyen-Orient/Eurasie).

Actuellement, mon équipe compte cinq ressources salariées permanentes, appuyées par deux prestataires externes sur site à temps complet et trois stagiaires en traduction (Master 2 —

ESIT). Ce service a su se rendre indispensable en démontrant sa haute compétence spécialisée et en s'attachant le soutien de l'encadrement pour survivre aux différents rachats et fusions de Sanofi (la dernière en 2004 avec Aventis). La satisfaction des « clients internes » a pesé favorablement dans la balance. À son apogée, l'effectif salarié a compté jusqu'à dix personnes, dont six traducteurs anglophones, moi-même en tant que traductrice francophone et responsable du service, et une technicienne documentaire chargée du soutien aux traducteurs (entretien des mémoires de traduction, préparation de documents, etc.).

Une « super-assistante » administrative assure la gestion des relations avec les sous-traitants, une activité massive : ces dernières années, l'entreprise a eu besoin de traductions depuis 44 langues vers l'anglais et 27 vers le français ! Les traducteurs salariés ne peuvent assurer que les langues principales, le reste est sous-traité à des traducteurs indépendants soigneusement sélectionnés, quelques petites agences hyperspécialisées dans ce domaine, et de plus grosses sociétés lorsque les volumes le nécessitent.

Quelles sont vos missions, exactement ?

Le service assure les besoins de traduction qui s'inscrivent dans le cadre de la préparation des dossiers de médicaments présentés aux autorités de santé en vue de l'obtention d'une autorisation de mise sur le marché (AMM). Nous ne gérons pas les autres documents, par exemple financiers ou de communication. Pour cela, l'entreprise fait appel à des prestataires externes, qui doivent être référencés par le service Achats.

Cette spécialisation pointue est bien comprise en interne : les demandeurs de traductions sont bien conscients que, pour être compétents, les traducteurs ne peuvent pas travailler dans tous les domaines. Notre excellente coopération avec le service Achats nous permet d'une part de bénéficier d'une relative autonomie et de maîtriser la sélection de nos prestataires externes, d'autre part d'apporter nos conseils pour aider les autres secteurs de la société, par exemple l'entité juridique, à trouver des prestataires fiables.

Au fil du temps, nos activités ont évolué : l'introduction des modèles de documentation auxquels je faisais référence au début de cet entretien, la standardisation et les systèmes de production de documents permettent désormais aux scientifiques des différents pays d'élaborer les documents en anglais directement, ce qui a fait disparaître une bonne partie des besoins de traduction en lien avec les dossiers destinés aux autorités sanitaires. Le secteur étant très harmonisé et très formalisé, la rédaction est fortement contrainte par les normes, ce qui a également favorisé la quasi-disparition des traductions à ce niveau.

Le service a donc recentré son activité sur les traductions de documents postérieurs à la commercialisation des produits : cette « maintenance des produits » est une activité permanente. Rappelons qu'avant l'AMM, un produit fait l'objet de trois grandes étapes d'essais cliniques :

au fil de ce processus, il est administré au maximum à 20 000 voire 25 000 personnes, pour déterminer le plus précisément possible son efficacité, ses indications et contre-indications. Après l'AMM, il touche des millions de patients au fil du temps : la transposition dans la population générale entraîne des conséquences inédites en matière de réactions, fournit des données statistiques et épidémiologiques importantes, obligeant ainsi le laboratoire à réévaluer sans cesse le profil de tolérance du produit par rapport à son efficacité. Tant qu'un produit est sur le marché, il faut assurer les relations avec les autorités sanitaires des différents pays où il est distribué, conseiller les professionnels de santé, etc. Toute modification des informations (notices pour les patients, fiches Vidal pour les médecins, etc.) nécessite l'approbation des autorités.

Autre exemple d'évolution d'un médicament : depuis que l'aspirine (l'acide acétylsalicylique) a été synthétisée, ses indications ont évolué au fil des découvertes : d'abord prescrite pour ses effets antalgique et antipyrétique (diminution de la douleur et de la fièvre), elle s'est révélée anti-inflammatoire, puis on a constaté son effet anticoagulant. Toutes ces propriétés ont donné lieu à de nouvelles études pour valider ces effets et à des modifications de recommandations, d'indications, de contre-indications, de mises en garde, etc.

Quelles sont les perspectives pour votre service ?

Actuellement, nous nous préparons en quelque sorte à retrouver nos anciennes amours avec les traductions de rapports d'études R & D pour les autorités sanitaires. En effet, le groupe a pris la décision stratégique de nous confier la centralisation des besoins de traduction de l'ensemble du personnel des AR, c'est-à-dire pour le monde entier et ce, tous secteurs d'activités confondus. Cela signifie que notre équipe qui, traditionnellement, a toujours géré uniquement les traductions pour le secteur « Pharma », va devoir étendre la gamme de ses services aux autres divisions du laboratoire (Biotechnologies, Santé Grand Public, Vaccins et Génériques). Par ailleurs, là où historiquement, nous avons toujours servi les équipes centrales des AR, nous devrons dorénavant apporter un soutien également aux équipes AR des filiales de Sanofi dans chaque pays.

D'où un véritable bouleversement de votre organisation, n'est-ce pas ?

Oui, car cela va également signifier un renversement complet de notre activité sur le plan linguistique. Traditionnellement, mon équipe travaillait principalement vers l'anglais et le français, désormais nous allons gérer surtout des traductions de l'anglais vers les langues locales.

Nous avons commencé par procéder à une énorme enquête pour faire l'état des besoins, et savoir comment les gens travaillaient auparavant. Nous avons recensé 126 paires de langues, dont un fort pourcentage à partir de l'anglais, puisque les autorités sanitaires de nombreux pays n'acceptent pas le dossier de médicament harmonisé mondial en anglais, et exigent pratique-

ment toujours les données scientifiques, médicales et techniques dans la langue du pays. Le français devient très marginal à ce stade.

Nous travaillons avec des représentants de toutes les entités pour élaborer et mettre en place des procédures opératoires qui vont définir le rôle du service par rapport à ses « clients internes ». Celui-ci assurera la révision en interne – nous n'avons pas la capacité de traiter les traductions en thaï, par exemple. Notre service deviendra garant de la qualité des traductions fournies par les prestataires externes. Pour cela, nous mettrons en place un outil de suivi de la qualité, nous organiserons la gestion des compétences et des connaissances des prestataires sur les produits, la terminologie ; nous pourrons par exemple proposer des formations à ces prestataires. Financièrement, cela se traduira par un transfert des budgets locaux vers l'entité centrale (près de 2,5 M€), sachant que les besoins de traduction mondiaux des AR représentent environ dix fois la capacité actuelle de production de l'équipe.

Y aura-t-il des conséquences pour l'effectif du service ?

Bien sûr, même s'il n'est pas possible d'embaucher dans notre service central des traducteurs pour chaque langue, les besoins dans chaque combinaison n'étant pas suffisants. L'effectif salarié restera minimal, couvrant les langues « majeures » – français, anglais, espagnol, chinois, arabe et russe – notre enquête a révélé, entre autres, que les besoins vers le russe sont énormes, non seulement pour la Russie, mais aussi pour les pays voisins russophones.

Les traducteurs en poste dans le service vont moins traduire et vont devoir assurer de plus en plus la responsabilité de la qualité des traductions fournies par les sous-traitants, en contact avec les interlocuteurs locaux et en interaction avec les prestataires. Nos interlocuteurs locaux nous apporteront une aide indispensable, par exemple pour la validation de la terminologie et l'exactitude scientifique et médicale des traductions.

C'est un projet qui va apporter à notre service une plus grande visibilité dans l'entreprise et qui confirmera, si cela était encore nécessaire, l'importance d'une fonction « Traduction » dans une entreprise à vocation internationale pour l'élaboration de tous les supports de documentation nécessaires à la diffusion de ses produits. Il nous faudra deux ou trois ans avant d'être pleinement opérationnels. Nous allons mettre en place une plate-forme technologique nous permettant notamment de valider le corpus des mémoires de traduction pour garantir la qualité des textes. C'est un cercle vertueux qui va se dessiner avec les utilisateurs de terrain pour le nettoyage des mémoires de traduction et la validation de la terminologie. De plus, notre enquête nous a permis de constater que les équipes AR locales ont déjà les mêmes critères de contrôle des traductions que nous.

Cette plate-forme regroupera des ressources informatiques sur lesquelles nous nous appuyerons largement avec une maîtrise très forte des sous-traitants. Une solution centralisée de

gestion de flux de traductions permettra d'assurer la remontée des demandes, l'affectation des commandes et l'envoi au traducteur interne ou vers le portail du sous-traitant concerné, la validation des traductions par les demandeurs, le retour des corrections au traducteur... Pour la traduction elle-même, nous couplons la TAO à la traduction automatique, qui fonctionne très bien parce que nos corpus sont strictement validés, et à la dictée vocale. S'y ajoutera la passerelle vers les sous-traitants. Enfin, le système sera interconnecté avec les applications utilisées par les Affaires Réglementaires, pour permettre l'intégration des textes traduits dans les dossiers. Les fichiers seront également accessibles dans l'intranet, ce qui permettra par exemple à un utilisateur d'un pays hispanophone de récupérer directement un dossier qui a déjà été traduit en espagnol pour un autre pays.

S'agit-il de logiciels internes spécifiques ou avez-vous recours à des solutions commerciales existantes ?

Nous utilisons des solutions du commerce « courantes » : par exemple, pour la traduction, *SDL Trados Studio* et *BeGlobal*, sa solution de traduction automatique, et pour la dictée vocale *Dragon Naturally Speaking* en cours de déploiement sur serveur. Par ailleurs, nous sommes en train d'évaluer deux logiciels de gestion de projet et de flux de traduction. Pour réduire les coûts, nous avons opté pour un fonctionnement intégral dans le nuage (*cloud solutions*), pour éviter le plus possible de devoir héberger chez nous des infrastructures informatiques et éliminer les mises à jour répétées et coûteuses sur tous les postes de travail.

Cela ne pose-t-il pas des problèmes de confidentialité et de sécurité des données ?

C'est effectivement une question très sensible, car nous devons protéger nos recherches contre l'espionnage industriel et nous travaillons sur des données hautement confidentielles. C'est pour cela que les contrats conclus avec les fournisseurs, notamment SDL, sont très contraignants pour assurer une sécurité totale contre les intrusions, les défaillances, etc. Il s'agit d'ailleurs d'une évolution constatée dans l'ensemble de l'entreprise et dans l'industrie en général, pas uniquement dans notre service.

Dans ce projet d'envergure, quelle sera la place de vos prestataires actuels ?

Nous coopérons avec le service Achats central pour concilier les exigences de qualité envers les prestataires et les contraintes budgétaires. Globalement, les prestataires existants, à l'échelle mondiale ou qualifiés en local, sont jugés trop chers. Mais la centralisation des budgets va changer la donne, même si les fonds ne sont jamais extensibles à l'infini.

Nous allons prendre le pouls des différentes équipes locales pour tenir compte d'un certain nombre de souhaits : si leur prestataire actuel est efficace, il restera référencé. Si la qualité est satisfaisante, mais le coût jugé trop élevé, on étudiera les solutions possibles en fonction du contexte, il n'y a pas de « *one size fits all* ». Par exemple, au Liban il y a des prestataires indépendants qui donnent toute satisfaction.

Dans d'autres pays, si l'effet de masse est important, il y aura nécessairement du changement. En Amérique latine, la majorité des pays utilisent l'espagnol. La 2^e combinaison recensée lors de notre enquête est l'anglais vers l'espagnol, qui représente 25 % du volume total des besoins de traduction des AR. On ne pourra pas garder tous les prestataires indépendants de chaque pays : on s'oriente donc plutôt vers un travail avec de plus gros prestataires, mais cela nécessitera un suivi de la qualité plus étroit — le choix se portera de préférence sur un prestataire de taille moyenne, spécialisé dans les sciences de la vie, avec un autre prestataire en tant que solution de secours (et même un troisième, en fonction des volumes). Une chose est certaine, nous ne choisirons pas un prestataire externe unique, car il en va de la sécurité des activités des AR, et celle-ci ne peut en aucun cas être mise en péril.

En parallèle, nous concluons des contrats avec des experts pour des prestations de contrôle ou révision seulement, pour des pays qui ne disposent pas d'une équipe AR locale. Ce sera par exemple le cas pour les pays d'Afrique lusophone qui sont rattachés à l'équipe AR d'Afrique du Sud alors que celle-ci ne dispose pas de personnel compétent en portugais.

Ces experts seront-ils plutôt des traducteurs spécialisés dans le domaine pharmaceutique ou des spécialistes compétents en langues ?

Je dirais que, dans ces situations, cela importe peu, pourvu qu'ils aient toutes les connaissances et compétences nécessaires, quel que soit l'ordre dans lequel ils les ont acquises.

Toutes les connaissances nécessaires, c'est-à-dire ?

Malgré notre spécialisation, l'activité du service est largement multidisciplinaire : il est indispensable d'avoir des connaissances en biologie, en chimie, en biochimie, en ingénierie de la fabrication des médicaments, en galénique, en toxicologie, en pharmacocinétique, en clinique/médecine, en droit du médicament et de la santé...

La science est un défi particulier : c'est au départ une véritable montagne de connaissances, qui s'accroît en permanence, il y a sans cesse de nouvelles découvertes. Pour travailler dans ce domaine, y compris pour traduire, il faut avant tout comprendre comment les choses fonctionnent — l'anatomie, la physiologie, etc. On se rapproche « dangereusement » des études de médecine, pour ainsi dire.

Ce progrès incessant implique une masse de terminologie, avec des néologismes permanents, des branches entières qui apparaissent — après la naissance de la génomique, on a eu celle de la protéomique, etc. La francisation des concepts existe bel et bien, l'invasion de l'anglais n'est pas si totale, il faut donc sans cesse se former.

Des études de traduction « classiques » suffisent-elles, alors ?

En tant que chargée de cours de traduction scientifique et technique en Master 2 à l'ESIT, j'ai pu constater que le niveau de connaissances scientifiques de base des étudiants était largement insuffisant lors de l'entrée à l'école. C'est peut-être un problème de l'enseignement secondaire : les programmes ont écarté les disciplines scientifiques et il est difficile de rattraper le niveau à l'université.

Je pense que la filière LEA n'est pas nécessairement la bonne voie pour entrer en master de traduction, car trop généraliste. À l'ESIT, nous avons des étudiants qui viennent de filières très diverses, par ex. des étudiants de Normale Sup, qui ont des connaissances scientifiques un peu plus solides et qui ne demandent qu'à se développer. Mais pourquoi les lycéens qui veulent devenir traducteurs sont-ils orientés dans la plupart des cas vers la filière LEA ? Pourquoi LEA plutôt qu'une autre licence ?

Le domaine médical attire beaucoup les étudiants et est très bien représenté dans les sujets de mémoires à l'ESIT. Mais il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus.

Que faut-il donc, pour faire un bon traducteur dans le domaine pharmaceutique ?

Pour se lancer dans ce domaine, il faut une énorme motivation et une grande capacité de travail afin de bien appréhender les mécanismes biologiques et physiologiques du corps humain, faire des recherches non seulement sur la terminologie, mais surtout pour maîtriser le sujet traduit.

Des passionnés de sciences apprennent beaucoup plus vite, évidemment. Mais ceux dont le parcours est plus lent peuvent aussi parvenir à l'excellence.

Les choses se mettent en place quand on a un socle de connaissances de base sur lequel on peut « sédimenter » les connaissances acquises au fil des années. À mon avis, il faut au moins dix à douze ans pour être vraiment opérationnel, dans ce domaine, mais à mon sens, cela se vérifie quel que soit le domaine de spécialisation.

Ce n'est pas vraiment un domaine fait pour les débutants ?

Bien sûr que si, ça peut l'être. La normalisation et la grande harmonisation du secteur pharmaceutique peuvent constituer un avantage : les exigences réglementaires étant partout les mêmes, les traducteurs peuvent facilement exploiter les connaissances acquises pour un client auprès des autres acteurs du secteur.

Mais il est très difficile de démarrer *ex abrupto* dans ce domaine : certains traducteurs débutants proposent leurs services de traduction médicale, se disant passionnés par les sciences de la vie, sans qu'on voie dans leur parcours comment ils ont pu se former. Je dirais que les deux premières années sont critiques. Avec des mentors expérimentés, en quelque sorte des parrains, les résultats peuvent être satisfaisants – c'est une question de confiance aussi, et la capacité des formateurs à expliquer clairement comment les choses fonctionnent est également déterminante.

Vous avez dit avoir des stagiaires dans votre service, comment contribuez-vous à la formation des traducteurs ?

Nous embauchons régulièrement des stagiaires passionnés – pour un minimum de 6 mois, pour leur permettre de parvenir à un degré de maîtrise intéressant. Les membres de l'équipe et moi-même consacrons beaucoup de temps aux stagiaires. Cela leur permet d'acquérir une approche scientifique en complément de la formation théorique et une bonne méthodologie pour la suite.

Avec l'ESIT, nous pouvons par exemple envisager de prendre des stagiaires de Master 1, puis nous les reprenons en Master 2, et de ce fait, nous leur donnons de bonnes armes pour leur carrière.

Nous tâchons aussi de rester en contact avec nos anciens stagiaires diplômés. À mon grand regret, je ne peux plus les référencer directement comme prestataires, mais nous les mettons en contact avec de petites agences ultraspécialisées capables d'intégrer des débutants salariés ou indépendants, pour les faire travailler sur nos textes. Nous pratiquons une remontée systématique des commentaires (y compris par le biais de réunions virtuelles) pour les aider à progresser. Au départ, c'est un effort intense, mais il est indispensable pour leur permettre de parvenir à une véritable compétence.

Comment pourrait-on faire évoluer la formation des traducteurs, au vu de votre expérience ?

C'est une question épineuse : actuellement, la formation des traducteurs est globalement entre les mains des écoles de traduction. C'est un moyen d'acquérir une formation théorique et

méthodologique. Ensuite, il faut se spécialiser dans les disciplines que l'on veut traduire. Mais quelle doit être la dose d'efforts individuels pour acquérir une spécialisation ? Pourrait-on faire en sorte que l'effort de formation ne porte pas exclusivement sur les acteurs de l'économie réelle, à ce stade ?

Ou bien pourrait-on envisager que les écoles et les universités proposent des formations de spécialisation après le master, qui donneraient aux étudiants un premier niveau de compétence pour se lancer et réussir dans leur domaine de prédilection ? Avec les nouvelles technologies, on pourrait envisager de sortir du schéma classique de l'enseignement présentiel pour s'orienter vers des modules en ligne, par exemple.

Cela pose beaucoup de questions, sur le coût des formations, les budgets, le recours à des formateurs professionnels de la spécialité enseignée, la certification finale...

Vous ne manquez pas d'idées en la matière !

J'exerce dans ce domaine depuis plus de 30 ans et je suis attentivement l'évolution des tendances, pour anticiper les prochains changements. On aimerait qu'il y ait toujours besoin de plus de traducteurs, mais en réalité, les perspectives ne sont pas forcément très ouvertes.

C'est une question grave sur le plan humain, l'enjeu est important. Si je peux continuer à aider les jeunes traducteurs, pendant leur formation et après l'obtention de leur diplôme, à mettre de leur côté toutes les chances de réussir dans cette voie, je le ferai volontiers.

Merci beaucoup pour cet entretien, Madame Parisot !

*Diplômée de l'ESIT en 1981, **Françoise Parisot** a débuté sa carrière en tant que traductrice technique chez Stein Heurtey, société d'ingénierie spécialisée dans le traitement thermique. En 1983, elle devient responsable du pôle Traduction d'une unité de recherche mécanique du groupe Alstom Atlantique, fonction qu'elle quitte en 1985 pour occuper le poste de Responsable du service de traduction du laboratoire pharmaceutique Guerbet. En 1992, elle rejoint Rhône-Poulenc Rorer, laboratoire pharmaceutique franco-américain où elle assume la fonction de Responsable mondial du service de traduction scientifique. En 1999, lors de la fusion de Rhône-Poulenc avec Hoechst qui donnera naissance au groupe pharmaceutique Aventis, elle est confirmée dans ses fonctions de Responsable du service de traduction scientifique. Depuis la fusion de Sanofi avec Aventis en 2004, elle occupe le poste de Responsable du Service de Traduction Réglementaire au sein de la Recherche et du Développement du laboratoire.*

*Parallèlement, **Françoise Parisot** est chargée de cours à l'ESIT depuis 1988, où elle assure les travaux dirigés de traduction scientifique et médicale en Master 2. Elle est également membre de la Société française des traducteurs et de l'Association des Anciens Élèves de l'ESIT.*